

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Aquitaine

Bordeaux, le

24 JAN. 2014

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : KPP-2013-068

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R.122-17 et R. 122-18 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-10 ;

Vu la demande présentée par le président du syndicat intercommunal à vocation unique du secteur de Saint-Loubès et de la vallée de la Laurence, reçue le 09 décembre 2013, demandant à l'autorité environnementale de se prononcer sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Sulpice et Cameyrac ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 11 décembre 2013 ;

Considérant que le territoire de la commune de Saint-Sulpice et Cameyrac comprend pour partie le site Natura 2000 FR7200682 – « Palus de Saint-Loubès et d'Izon » ainsi qu'une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I et une de type II ;

Considérant que la préservation des qualités physiques et chimiques des cours d'eau revêt un intérêt majeur dans la protection du site Natura 2000 ;

Considérant que si le territoire de la commune de Saint-Sulpice et Cameyrac présente une certaine sensibilité environnementale, le projet de révision du zonage d'assainissement a pour but de mettre en cohérence l'assainissement avec le développement de la commune et de contribuer à la protection des milieux naturels sensibles en limitant les risques de pollution liés à d'éventuels dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement autonome ;

Considérant qu'il appartiendra à l'autorité compétente, sur le fondement de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, de refuser les autorisations d'urbanisme si les capacités de traitement des eaux usées, qui apparaissent proches de leur maximal théorique, ne sont pas mises en adéquation avec les possibilités de raccordement envisagées ;

Considérant qu'ainsi, au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des éléments de connaissance disponibles à ce stade, le zonage d'assainissement limite les probabilités d'incidences sur la santé humaine ou l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Sulpice et Cameyrac n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de la Gironde et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Le Préfet,

Philippe Pottier,
Le Secrétaire Général
Jean-Michel BRIDECARDAY

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de département
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale

Recours gracieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de département.
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
à adresser au Tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la Préfecture ayant pris la présente décision.
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).